

**Homophober ADR**

Homosexuelle Paare seien eine Gefahr für die Aufrechterhaltung traditioneller Werte wie Ehe und Familie. So steht es sinngemäß in der Dezemberausgabe des Pfefferkär Norden vom ADR. Um dieser Gefahr entgegenzuwirken, so die Logik der Rechtspartei, dürften homosexuelle Paare nicht die gleichen Rechte wie heterosexuelle Paare bekommen. Die Schwulenorganisation Rosa Lëtzebuerg asbl. hat sich nun in einem Pressecommuniqué vehement gegen diese diskriminierende Sicht gewandt und sich gegen das Funktionalisieren der Homosexuellen als "Sündenböcke" für die Auflösung von traditionellen Lebensformen verwahrt. In dem Schreiben weisen die Verantwortlichen auf die "große Gefahr" hin, die eine solche pauschale Verurteilung und vereinfachende Feindbilder mit sich bringen.

Rosa Lëtzebuerg plädiert für die rechtliche Anerkennung von gleichgeschlechtlichen Paaren, um eine neue Tradition einzuführen: auf der Grundlage des Menschenrechtsgedankens die größtmögliche Freiheit und Respekt für jedeN BürgerIn. Statt einem Teil der Bevölkerung die elementare und gleiche rechtliche Anerkennung zu verwehren, sollten Familien und Kindern lieber konkret positiv behandelt werden: durch eine sozial gerechte Entlohnung, ausreichendes Kindergeld, Elternurlaub, ein effizientes Schulsystem, etc.

**Ombudspersonne: inquisition dans l'administration publique?**

La mise en place d'un médiateur, un sujet sensible? Bien que la commission parlementaire des pétitions - sous la présidence de Lydie Err (POSL) - ait déjà fait un travail de préparation considérable, la conférence des présidents de la Chambre a décidé de charger la commission des institutions avec les travaux parlementaires afférents. Le mercredi, celle-ci s'est penchée pour la première fois sur un projet de loi qui, selon le représentant du gouvernement, s'inspire plutôt des modèles français et allemand que de celui des pionniers scandinaves, notamment la Suède. Cela veut dire que les pouvoirs d'initiative et d'investigation de la future ombudspersonne sont plutôt limités. Elle ne pourra agir que sur demande concrète d'un-e citoyen-ne qui se sent lésé-e par l'administration publique, et son action, comme le nom le dit, devra être celle d'une médiation, non d'une défense de la victime. La commission a encore noté que le président du groupe parlementaire libéral Jean-Paul Rippinger est "personnellement" contre ce projet, s'alignant de ce fait sur la Chambre des fonctionnaires: celle-ci avait émis un avis fracassant où la médiation était qualifiée d'inquisition ...

**Neuer Sicherheitskonzept für Tunnel**

Die Gefahr in den europäischen Straßentunneln ist gestiegen. Das geht aus einer Pressemitteilung der Europäischen Kommission hervor. Dies hätten die schweren Unfälle in den vergangenen Jahren gezeigt. Unter anderem die Katastrophen im Montblanc-, Gotthard- und Tauerntunnel haben nun dazu geführt, dass die Kommission eine neue Richtlinie vorgeschlagen hat, die harmonisierte Vorschriften für ganz Europa beinhaltet. Zum Beispiel habe es bisher an einer Harmonisierung der Sicherheitsinformationen gemangelt, heißt es in der Mitteilung. Zum einen müssten alle Betriebsanlagen besser überwacht, die StraßenbenutzerInnen durch Aufklärungskampagnen besser informiert und Notfallpläne erstellt werden. Die Kommission schlägt zudem vor, Gegenverkehrstunnel nur noch dann zu bauen, wenn nach langfristiger Prognose lediglich ein moderates Verkehrsaufkommen zu erwarten ist. Von diesen Mindestsicherheitsanforderungen sind alle Tunnel mit mehr als 500 Metern Länge betroffen. In Luxemburg fallen unter diese Kategorie drei Tunnel.

**TERRORISME****Solutions end-of-pipe**

**Le Luxembourg, qui voulait être le premier à transposer la décision-cadre contre le terrorisme, se retrouve de nouveau en retard. Pourtant, M. Frieden reproche à d'autres d'avoir "oublié les victimes du 11 septembre".**

(rw) - En déposant, dès mai de l'année dernière, le projet de loi "portant répression du terrorisme", Luc Frieden voulait signifier que le Luxembourg compterait parmi les premiers pays à transposer la décision-cadre retenue un mois plus tôt seulement par le Conseil des ministres. Vis-à-vis de la presse, Monsieur Frieden déclarait vouloir montrer aux citoyens d'Europe que les ministres prenaient très au sérieux la lutte contre le terrorisme (voir woxx du 24.05.02). Ensemble avec quatre autres pays, le Luxembourg avait fait pression pour que la date limite de transposition soit fixée au 1er janvier 2003, plus tôt que prévu initialement.

Nous sommes fin janvier, et la commission juridique vient seulement d'entamer ses travaux sur le projet. Ce serait la faute au Conseil d'Etat qui lui n'a rendu son avis que fin novembre, fait-on savoir. Les longues discussions qui ont été suscitées mercredi, lors de présentation du projet par le ministre, laissent cependant prévoir que le projet ne sera pas voté de si tôt.

**Raisons techniques?**

La question prioritaire est celle qui avait déjà été soulevée dans le woxx et qui a été traitée longuement par le Conseil d'Etat dans son avis: pourquoi Luc Frieden a-t-il étendu l'éventail

des infractions concernées par la loi à toutes les infractions dont la peine maximale prévue atteint ou dépasse les deux ans? Dans le texte européen, une liste précise d'infractions avait été fixée pour lesquelles une connotation terroriste pouvait augmenter substantiellement la peine. Le ministre s'est donné pragmatique lors de la réunion de mercredi et a rétorqué que le choix du gouvernement s'expliquait par des raisons purement techniques: il serait difficile de transposer cette liste directement en droit pénal luxembourgeois. Cependant, il n'aurait aucun problème à suivre la commission si elle décidait d'introduire dans le texte luxembourgeois la liste inscrite dans la décision-cadre européenne.

De cette manière on préciserait au moins les crimes et délits susceptibles de tomber sous l'étiquette d'acte terroriste. Cela ne résout pas pour autant des problèmes plus fondamentaux. Le premier article du projet de loi reprend textuellement la définition du terme "terrorisme" de la décision-cadre européenne. Et là, on peut lire entre autres que sont considérés comme actes de terrorisme "les actes intentionnels [...] qui, par leur nature ou leur contexte, peuvent porter gravement atteinte à un pays ou à une organisation internationale lorsque l'auteur les commet dans le but de [...] contraindre indûment les pouvoirs publics ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque [...]". Les membres de l'opposition se sont demandés mercredi

si à la limite un blocage de stations d'essence comme celui effectué récemment par Greenpeace, ou encore les actions du militant anti-OGM José Bové ne pourraient tomber sous cette définition. Le ministre de la Justice a essayé d'apaiser ces craintes, mais les membres de l'opposition ne l'ont pas vu de cet oeil.

**Petit oublié**

Même discordance concernant l'appartenance à un groupe terroriste. Selon quels critères peut-on définir un tel groupe, et comment peut-on décerner l'appartenance éventuelle de membres? Est-il punissable d'appartenir, comme il pourrait être le cas en Irlande, à un parti issu d'un mouvement de libération et auquel est rattaché un bras armé?

Face au souci de la sauvegarde des droits de l'homme qui - à côté de la lutte contre le financement du terrorisme - a marqué le débat en commission, le ministre s'est dit prêt à porter une autre ajoute au texte: dans la décision-cadre, le Conseil des Ministres avait, sur pression des ONG, introduit une déclaration sur le respect des droits fondamentaux. Monsieur Frieden, qui initialement n'avait pas repris cette déclaration, a souligné qu'il n'avait aucun problème à se rattraper. Sans oublier d'ajouter que certains membres de la commission, dans leur souci pour les droits humains, semblaient avoir oublié les victimes du 11 septembre.

**KOLLEKTIVVERTRAG****Vorwärts im Trippelschritt**

**Hinter den Kulissen wird der neue Gesetzentwurf zum Kollektivvertrag diskutiert. Der Nationale Frauenrat fordert gesetzlich verbriefte Gleichstellungspläne für die Betriebe.**

(ik) - Es ist die alte Litanei: Obwohl Frauen zunehmend höhere Bildungsabschlüsse und bessere Noten erreichen als ihre männlichen Mitstreiter, landen sie noch immer in einem relativ engen Berufsspektrum, verdienen weniger als ihre männlichen Kollegen, sind länger arbeitslos und steigen seltener die Karriereleiter hinauf.

Die Ursachen sind vielschichtig - und mittlerweile allseits bekannt: tradierte Rollenklischees, mangelnde Vereinbarkeit von Beruf und Familie, ungleiche Löhne und Betriebsstrukturen, die vor allem Männer protegierten und befördern. Positive Beispiele von Unternehmen, die freiwillig ihren Frauenanteil fördern, gibt es hierzulande noch viel zu wenig, trotz "actions positives" und frauenfreundlicher Unternehmerpreise.

**Gleichstellung jetzt!**

Damit die Gleichstellung von Frauen und Männern in der Arbeitswelt nicht länger nur mit Trippelschritten vorangeht, hat der Conseil national des femmes du Luxembourg (CNFL) bereits im Dezember in einer Stellungnahme zum neuen Gesetzentwurf Nr. 5045 über Kollektivverträge gefordert, Maßnahmen zur Förderung der Gleichstellung in der Privatwirtschaft obligatorisch zu machen. Obwohl noch im Vor-Entwurf offenbar vorgesehen, sieht der jetzt vorliegen-

de Entwurf eine solche Verpflichtung nicht vor.

"Wir möchten, dass Gleichstellungspläne bei Kollektivvertragsverhandlungen künftig zwingend mit ausgehandelt werden müssen", sagt Anik Raskin vom CNFL gegenüber der woxx. Die gesetzliche Verankerung würde es Frauen ermöglichen, Tarifabschlüsse zu kontrollieren und, bei mangelhafter Umsetzung, Sanktionen zu verlangen.

Diese Forderung, zu der die CNFL-Frauen in den nächsten Wochen einen Text ausformulieren wollen, haben auch die Grünen erhoben. In ihrem Amendement vom 17. Januar zu dem Gesetzentwurf schlagen sie vor, dem Art. 25, Paragraph 3, welcher die obligatorischen Inhalte von Kollektivverträgen regelt, folgenden Passus beizufügen: "... l'adoption d'un plan d'actions positives en faveur de l'égalité des chances entre femmes et hommes."

Die Gewerkschaften stehen solchen Plänen grundsätzlich aufgeschlossen gegenüber. Welchen Stellenwert die rechtlich verbindliche Fixierung von Gleichstellungsplänen im mehr als 120-seitigen Vertragwerk bei den Gewerkschaften allerdings genau haben, ist unklar. Bisher liegen keine offiziellen Stellungnahmen von OGB-L und LCGB zu dieser Frage vor. OGB-L-Vize-Präsident Jean-Claude Reding begrüßte in einem Gespräch mit

der woxx grundsätzlich den Gesetzentwurf. Er unterstrich vor allem die neu geschaffene Möglichkeit von Manteltarifverträgen sowie von "accords interprofessionnels". Letztere seien eine wichtige Voraussetzung, um qualitative Aspekte wie Weiterbildung und Gleichstellung in die Tarifabschlüsse einzubringen.

Der Kampf der Frauen um Gleichstellung auch in der Tarifpolitik ist alt - und zäh. Bereits bei den Verhandlungen zum alten 1965er Gesetz hatten OGB-L-Frauen die verbindliche Förderung der Gleichstellung von Frauen und Männern in der Privatwirtschaft gefordert. Doch im noch gültigen Gesetz über Kollektivverträge und den Ergänzungen von 1999 werden die Arbeitgeber lediglich dazu angehalten, solche Maßnahmen zu diskutieren. Wie wenig diese von der Wirtschaft bevorzugte freiwillige Selbstverpflichtung den Frauen tatsächlich bringt, zeigen neben dem niedrigen Frauenanteil in privatwirtschaftlichen Führungspositionen hierzulande auch die Erfahrungen im benachbarten Deutschland.

Denn trotz Selbstverpflichtung der Arbeitgeber stagnierte der Anteil von Frauen in Führungspositionen bei mickrigen fünf Prozent. Deshalb arbeitete das Frauenministerium ein Gleichstellungsgesetz aus, das Unternehmen künftig das Erstellen und Umsetzen von Gleichstellungsplänen vorschreiben sollte. Der Entwurf verschwand aber aufgrund der massiven Proteste seitens der Wirtschaft wieder in der Schublade.

1993

